

Courrier de mission : Simon Kabué, l'enseignement contre la pauvreté et la corruption

Invité en ce 22 mai de l'émission Courrier de mission, animée par Valérie Thorin sur Fréquence Protestante, Simon Kabué Mbala, recteur de l'UPRECO, évoque le rôle en République Démocratique du Congo de cette université soutenue par le Défap.



Simon Kabué © DR

**Simon Kabué,
l'enseignement
contre la pauvreté
et la corruption**

*«Courrier de mission» du 22 mai
2019.*

*Émission consacrée au Défap,
animée par Valérie Thorin sur
Fréquence Protestante*

L'UPRECO, l'université protestante de la région de Kananga, en République Démocratique du Congo, n'est pas un établissement d'enseignement supérieur comme un autre. Y étudier, y travailler, est déjà une forme de militantisme, un refus de la fatalité de la misère et de la mauvaise gouvernance. Située dans une région volontairement ignorée par le gouvernement de Kinshasa (le Kananga est connu comme étant la région d'origine de divers leaders de l'opposition), mal desservie, enclavée (on accède au Kananga par avion, plutôt que par la route), l'UPRECO s'est construite autour de la faculté de théologie. Elle compte aujourd'hui cinq filières : théologie, droit, économie, agronomie et informatique. Avec peu de moyens matériels (tout manque, à commencer par l'électricité pour une partie des bâtiments, ou la connexion internet pour la filière informatique), mais avec aussi beaucoup d'engagement, l'UPRECO s'efforce de concilier valeurs chrétiennes et enseignement supérieur, pour former des cadres capables de changer le pays, avec «la Bible dans notre main droite, et la science dans notre main gauche», comme le revendique Simon Kabué. Par exemple, la faculté de droit a été créée avec l'idée de former des juristes capables de s'opposer à la corruption ; celles d'économie et d'agronomie, pour lutter contre la pauvreté... Et ça marche : la qualité d'enseignement de l'UPRECO est largement reconnue, et nombre de ses anciens étudiants se retrouvent aujourd'hui dans des postes de responsabilité dans leur pays.

Au micro de Valérie Thorin, Simon Kabué Mbala revient sur l'histoire et l'engagement de l'UPRECO, une université soutenue par le Défap, qui continue notamment à financer chaque année des bourses pour des étudiantes.



*Etudiantes de l'UPRECO en compagnie de Jean-Luc Blanc, du
Défap © Défap*

Pour aller plus loin :

- [Le site de Fréquence protestante](#)

Nicaragua : le CIEETS, engagé auprès des plus fragiles

De la révolution sandiniste qui renversa la dictature jusqu'à l'actuelle dérive autoritaire du président Ortega, l'aventure du réseau d'Églises dont est issu le CIEETS s'est forgée à travers les aléas de l'histoire du Nicaragua. Avec dès le début des relations étroites avec les protestants de France, à travers la figure de Georges Casalis, et une constante : être auprès des plus démunis, en faisant de la théologie un instrument de libération spirituelle et sociale.



L'équipe du CIEETS © CIEETS

Au Nicaragua, la crise dure depuis plus d'un an. Plus précisément depuis le 18 avril 2018, date des premières manifestations contre une réforme contestée des retraites. Même si le président Ortega a fait rapidement machine arrière (l'abandon de la réforme avait été annoncé dès le 22 avril), le mouvement n'a fait dès lors que s'étendre et s'aggraver. Héros de la révolution sandiniste qui avait mis fin à la dictature en 1979, Daniel Ortega, toujours à la tête du pays en 2019, s'est vu dès lors confronté à un mouvement massif de rejet et à des accusations de confiscation du pouvoir. Il a répondu par une répression croissante. Après plusieurs mois d'une violence qui a paralysé toute activité dans le pays, avec des villes placées en état de siège, des manifestations réprimées toujours plus durement, des barrages routiers dans tout l'ouest et le centre du pays, et des groupes paramilitaires entretenant la peur, le régime d'Ortega a repris le contrôle du pays. Un contrôle qu'il garde

aujourd'hui farouchement à coups d'arrestations massives et de tortures, de disparitions d'opposants, de recours aux violences policières, tout en s'efforçant d'entretenir une façade de dialogue avec l'opposition pour tenter de désarmer les sanctions internationales. La population du pays, pendant ce temps, vit dans la peur et s'enfonce dans la pauvreté. Des milliers d'habitants fuient dans les pays voisins, qui ne sont pas forcément prêts à les recevoir.

Que peuvent des institutions ecclésiales dans un tel contexte ? D'abord, tenter de maintenir les liens et le dialogue. L'Église catholique s'est ainsi efforcée de faire office de médiateur entre les manifestants et le gouvernement. Mais elle s'est rapidement retrouvée accusée par le pouvoir d'être du côté des manifestants, et en butte aux menaces d'un régime prêt à tout pour se maintenir en place. Aussi, lorsque les participants de la plateforme Alliance civique pour la Justice et la Démocratie réunissant étudiants, paysans, entreprises et société civile ont négocié une «feuille de route» pour tenter de sortir de l'impasse politique, les évêques de la Conférence épiscopale ont décliné l'invitation à participer à la suite des discussions. Mais même lorsque le dialogue semble rompu, les institutions ecclésiales peuvent toujours s'efforcer de limiter les souffrances nées de la crise. Le CIEETS (Centre Inter-Ecclésial d'Études Théologiques et Sociales) s'y emploie, dans un contexte des plus difficiles.



Visite de représentants du CIEETS au Défap en mai 2019 (de gauche à droite : Fabienne Chambry, présidente de l'Entraide luthérienne ; Tania Valesca, de la branche sociale du CIEETS, l'AMAD ; Florence Taubmann, du Défap ; Jaïro Arce Mairena (AMAD) © Défap

Le CIEETS, un lieu à part

Dans le paysage religieux du Nicaragua, où s'invitent de nombreux missionnaires nord-américains et coréens pour «évangéliser» de manière fondamentaliste un peuple dont 40% est protestant et 45% catholique, le CIEETS est un lieu à part, parce qu'il se veut oecuménique et représente une assemblée de 25 Églises ; également parce qu'il parvient à conjuguer les études théologiques et les questions d'environnement et de développement. Ses différents enseignements touchent 1500 personnes réparties sur tout le pays. Il y a ainsi deux branches au CIEETS, l'une spécifiquement consacrée aux études théologiques, l'autre à

l'action sociale. C'est cette deuxième branche, l'AMAD (Area de Medio Ambiente y Desarrollo, Direction de l'environnement et du développement) qui se consacre plus particulièrement aux questions liées à l'environnement et au développement. Des questions particulièrement sensibles au Nicaragua, où se conjuguent les risques sismiques et les aléas climatiques.

A l'origine des relations entre le Défap et le CIEETS, il y a le pasteur Georges Casalis. Issu d'une famille comportant nombre de missionnaires, et notamment Eugène Casalis, qui dirigea la SMEP, c'est une figure majeure de l'engagement protestant de son époque. Signataire des Thèses de Pomeyrol, qui réclament dans les années 40 un engagement clair de l'Église Réformée de France face à l'occupation nazie, engagé auprès de la Cimade, rédacteur de Témoignage Chrétien, il dirigera par la suite la revue Christianisme Social, avant de s'engager au cours des années 70 en Amérique latine. De là datent les liens avec le Nicaragua, où le CIEETS est créé en juillet 1986. Ses fondateurs sont des dirigeants d'Églises évangéliques intéressés par le travail social et le développement. Les études théologiques y sont vues comme le socle d'un nécessaire engagement auprès des plus fragiles et des plus démunis.

Aujourd'hui encore, en dépit des tensions politiques, le CIEETS poursuit sa mission d'accompagnement des plus fragiles, soutenu par un solide réseau d'Églises locales, avec toujours la volonté de concilier foi et développement, enseignement théologique et préoccupations environnementales et sociales. Son travail lancé auprès des communautés rurales s'est étendu en zone urbaine. Les liens avec les protestants de France sont maintenus : le Défap a notamment soutenu sa bibliothèque, des missions d'enseignement sont régulièrement organisées avec Corina Combet-Galland, spécialiste du Nouveau Testament et professeure émérite à la Faculté de théologie protestante de Paris. Le premier projet de développement de cultures en milieu urbain lancé par le CIEETS à Managua a été financé par

l'Entraide luthérienne. Et la mémoire de Georges Casalis continue à être entretenue au Nicaragua, plus de 40 ans après la révolution sandiniste à laquelle il apporta son soutien, et en dépit des dérives autoritaires actuelles de Daniel Ortega. Dans son ouvrage sur Le protestantisme en Amérique latine [1], Jean-Pierre Bastian décrit ainsi les marques d'attachement dont bénéficie toujours le pasteur français ami du peuple nicaraguayen : «au premier étage de la bibliothèque qui porte son nom, au cœur d'une mezzanine-sanctuaire consacrée à sa figure, se trouve une sorte de reliquaire sous forme de petite armoire vitrée à deux étages dont l'objet le plus symbolique sont ses sandales, exaltation de l'humilité prophétique du révolutionnaire engagé au côté du peuple».

Franck Lefebvre-Billiez

Retrouvez ci-dessous une vidéo du CIEETS présentant un des engagements de ce réseau d'Églises contre la violence : «Ensemble contre la violence de genre» :

Et une autre vidéo du CIEETS présentant son engagement face aux changements climatiques :

Nicaragua : nourrir les corps et donner une espérance

Dans un pays qui cumule violence politique et aléas climatiques, le CIEETS s'efforce depuis longtemps de promouvoir des projets prenant en compte aussi bien les besoins physiques que spirituels. Partenaire de longue date du Défap en Amérique latine, il s'occupait jusqu'à présent surtout de développement auprès de communautés rurales, le tout axé sur une solide base chrétienne, vue comme un socle indispensable à son engagement social. Avec le développement, depuis avril 2018, d'une forte contestation du régime de Daniel Ortega, suivie d'une reprise en main brutale par le pouvoir, le CIEETS a aussi développé des programmes pour venir en aide aux populations urbaines les plus fragilisées.



Vue du projet de cultures lancé par le CIEETS à Managua et soutenu par l'Entraide luthérienne. En chemise blanche, Tania Valesca © CIEETS

Le projet concerne une soixantaine de familles du district de Managua, au Nicaragua. Il est caractéristique de ce que veut promouvoir le CIEETS (Centre Inter-Ecclésial d'Études Théologiques et Sociales) : prendre soin des besoins tant physiques que spirituels. Sur le plan matériel, il s'agit de permettre à des familles très pauvres, dans un quartier difficile, de parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Pour cela, des cultures ont été développées avec l'aide du CIEETS, en tirant profit d'espaces inutilisés en environnement urbain. L'idée étant non seulement d'aider les familles à se nourrir, à s'approcher de l'autosuffisance alimentaire, mais aussi de vendre les produits de leurs cultures sur les marchés. Parallèlement, ont été développés des ateliers, des groupes de parole, des animations pour les enfants... Il s'agit non seulement de nourrir les corps, mais de guérir toute une communauté. Le tout avec une solide base chrétienne : parmi

les partenaires du projet, on trouve d'ailleurs bon nombre d'Églises locales. Et des partenaires étrangers, parmi lesquels, en France, l'Entraide luthérienne, qui a participé au financement du projet.

En ce 21 mai 2019, Jaïro Arce Mairena et Tania Valesca, qui représentent l'équipe de direction de la branche sociale du CIEETS, l'AMAD (Area de Medio Ambiente y Desarrollo, Direction de l'environnement et du développement), sont à Paris à l'invitation du Ceras (Centre de recherche et d'action sociales) pour participer à un colloque international organisé au siège de l'Unesco sur le thème : «Quel travail pour une transition écologique solidaire ?» Tous deux sont de passage au Défap, qui entretient avec le CIEETS des liens de longue date, et présentent leur projet de culture en milieu urbain en présence de Florence Taubmann (qui est en charge du pôle Animation – France du Service protestant de mission) et de Fabienne Chambry, présidente de l'Entraide luthérienne. Jaïro Arce Mairena insiste tout particulièrement sur les aspects spirituels et psychologiques du projet : «Il ne s'agit pas seulement pour ces familles de se nourrir ; s'occuper de ces cultures permet aussi à chacun d'avoir une meilleure image de soi, d'échapper à la violence. Ce projet a un impact moral et psychologique important : les gens se sentent considérés, aidés et accompagnés. Ils ne sont plus prisonniers entre le désespoir et le désir de se venger.»



Un groupe de parole à Managua. Au centre, Tania Valesca © CIEETS

Relier la théologie à la vie

À travers la présentation de ce projet, ressortent à la fois toute la difficulté de vivre aujourd'hui au Nicaragua, et tout le travail du CIEETS pour, comme le souligne Jaïro Arce Mairena, «encourager les gens et leur donner une espérance.» Cumulant une suite de guerres et d'aléas environnementaux, le Nicaragua est l'un des pays des plus pauvres d'Amérique, juste après Haïti. Près du tiers des 6 millions de Nicaraguayens vivent en-dessous du seuil de pauvreté. D'après l'édition 2016 du Corruption Perception Index de l'ONG Transparency International, le Nicaragua est aussi l'un des pays les plus corrompus en Amérique Latine, classé au 145ème rang sur 176 pays étudiés. Son niveau de corruption ne cesse d'augmenter, notamment dans les services publics, la police et le système

judiciaire. Ce qui était vrai avant même les troubles politiques d'avril 2018, marqués par un rejet du président Daniel Ortega et de pratiques vues comme dictatoriales, ainsi que par des violences qui ont bloqué tout le pays, avant une répression féroce qui n'a épargné aucune catégorie de la population. Avec comme corollaire un appauvrissement accru des plus fragiles, et des difficultés pour se nourrir non seulement dans les campagnes, mais aussi en ville...

Dans ce pays qui reste encore essentiellement rural, dont les trois-quarts des habitants vivent de l'agriculture, les Églises ont depuis longtemps un rôle moteur, en lien avec les municipalités, pour former à la gestion de l'eau et à une agriculture durable. La branche sociale du CIEETS, l'AMAD, avait ainsi lancé des formations sur plusieurs années destinées à des communautés rurales. Ses programmes se développaient jusqu'à récemment sur trois axes : sécurité alimentaire, gestion des risques et changement climatique. Situé sur une zone tectonique active, le Nicaragua compte en outre plus de 40 volcans en activité ; la saison des pluies (qui dure de mai à novembre) est marquée par un fort risque de cyclones. L'ouragan Mitch, en octobre 1998, avait ainsi dévasté près du tiers du territoire. Malgré cela, le Nicaragua n'a pas développé une culture du risque naturel, ce qui le rend particulièrement vulnérable. Le CIEETS, à travers sa branche sociale, s'est depuis longtemps attaqué à ces problèmes en tentant d'éduquer les communautés rurales.

Avec la crise politique, les violences et l'impact tant des manifestations que de la répression sur l'économie, l'AMAD a étendu ce programme aux villes. C'est ainsi qu'est né le projet de Managua. «Il s'agit de notre premier projet en zone urbaine, souligne Jairo Arce Mairena. Concrètement, nous avons utilisé des espaces existants mais non valorisés, des patios, pour y installer des cultures.» Dans ces équivalents de jardins ouvriers réinventés en pleine crise nicaraguayenne, on trouve oranges, mandarines, bananes, mangues, citrons, ananas...

tous les fruits traditionnels de ce climat tropical. Mais aussi des yuccas, utilisés comme plantes ornementales sous nos latitudes, mais dont la racine est aussi comestible : bouillie, elle évoque le manioc. De quoi se réconcilier avec la terre, avec soi-même : Jairo Arce Mairena insiste sur l'effet cathartique produit, en combinaison avec les groupes de parole, sur «des gens vraiment abîmés sur le plan émotionnel par les violences.» De quoi raviver aussi la foi des participants et de relier la théologie à la vie, quand la spiritualité elle-même devient un enjeu de pouvoir et un moyen pour le clan Ortega de tenter de se maintenir en place : Rosario Murillo, l'épouse de Daniel Ortega propulsée au poste de vice-présidente, ne va-t-elle pas jusqu'à mêler références bibliques et ésotérisme dans ses apparitions télévisées défendant le régime ? «Elle prononce de véritables sermons, souligne Jairo Arce Mairena. Il y a une tentative claire d'essayer de rameuter la population par le biais de la foi. L'Eglise catholique a d'ailleurs pris ses distances.»

Franck Lefebvre-Billiez

Retrouvez ci-dessous une vidéo du CIEETS présentant le projet de Managua, qui a bénéficié du soutien de l'Entraide luthérienne :

Congo : étudier pour changer la société

Dans un pays, la République Démocratique du Congo, qui cumule richesses naturelles et extrême pauvreté de la population, corruption et flambées de violence, l'UPRECO se veut un acteur de changement. Cette université fondée par l'Eglise presbytérienne au Congo, et soutenue par le Défap, forme des pasteurs, des juristes, des agronomes, des économistes, en conjuguant une qualité d'enseignement très reconnue et de solides valeurs chrétiennes. Son recteur Simon Kabue Mbala, qui est aussi pasteur et professeur de Nouveau Testament, de passage en France au cours de ce mois de mai 2019, a été invité par diverses paroisses protestantes. Il y a plaidé pour la poursuite des échanges entre France et

RDC, cruciaux pour cette université aux moyens limités et dont l'avenir se construit à travers une lutte quotidienne.



Simon Kabue Mbala, recteur de l'UPREC0, photographié dans le jardin du Défap © Défap

Que représente aujourd'hui l'UPREC0 en République Démocratique du Congo ?

Simon Kabue Mbala : L'UPREC0 a été fondée par l'Église presbytérienne au Congo. C'est une université qui se trouve au cœur de la province du Kasai – une région de République Démocratique du Congo qui est très pauvre et enclavée, essentiellement pour des raisons politiques : elle est généralement vue comme le bastion de l'opposition au pouvoir central. À l'origine de la création de l'UPREC0, il y a eu

tout d'abord la volonté de l'Église de mieux former ses pasteurs, afin qu'ils soient mieux outillés pour accompagner, mais aussi transformer les humains et la société : la première filière ouverte a été la faculté de théologie. Puis, pour lutter contre l'un des maux majeurs du pays qui est la corruption, l'Église a ouvert une faculté de droit. Ensuite, comme le Congo est un pays très riche, mais dont la population est très pauvre et où beaucoup meurent de faim, a été créée une faculté d'agronomie, à laquelle est venue s'ajouter celle d'économie. Et comme le monde aujourd'hui est globalisé, qu'il faut pouvoir s'y adapter, l'UPRECO s'est dotée d'une faculté d'informatique.

Dans notre université, nous avons la Bible dans notre main droite, et la science dans notre main gauche. Tous nos étudiants doivent être de vrais témoins de Christ. Et la qualité de notre travail et de nos enseignements est appréciée. Notre université est aujourd'hui très reconnue à travers le pays. À titre d'exemple, lors du concours annuel de juristes qui est organisé en RDC, les cinq premières places sont régulièrement occupées par des étudiants de l'UPRECO. Ceux qui sont issus de chez nous occupent souvent des postes de responsabilité.

Mais l'UPRECO ne se finance qu'avec les frais d'inscription des étudiants ; or beaucoup proviennent de familles pauvres, et ne sont pas en mesure de payer. De ce fait, les professeurs eux-mêmes ne peuvent souvent pas être payés. Mais nous faisons des sacrifices, et nous nous donnons beaucoup dans notre travail, parce que c'est l'œuvre du Seigneur. Les paroisses voisines de l'Église presbytérienne au Congo nous soutiennent régulièrement par des contributions ponctuelles, que ce soit en argent, en nourriture ou en vêtements : elles sont conscientes de l'importance d'avoir des pasteurs bien formés pour assurer un bon encadrement spirituel des fidèles, des juristes de qualité, des agronomes, des économistes, des informaticiens, tous capables d'aider à changer le pays et

ayant un bon témoignage chrétien – ce qui implique entre autres qu'ils soient capables de résister à la corruption... Il y a beaucoup de ces paroisses qui soutiennent ainsi l'UPREC0, conscientes de l'importance de cette université, pour qu'elle continue à fonctionner et qu'elle ne ferme pas.

Quelles sont les relations de cette université fondée par l'Église presbytérienne au Congo avec les Églises de France ?

Simon Kabue Mbala : Nous avons des échanges réguliers avec les Églises protestantes de France, via le Défap. Divers invités venus de France sont passés à l'UPREC0, soit pour y enseigner dans notre faculté de théologie, soit pour des projets communs : je pense notamment à la bibliste Christine Prieto, à Olivier Abel, professeur à l'Institut Protestant de Théologie, au pasteur et docteur en théologie Marc-Frédéric Müller ; à l'ancien directeur de l'Institut Al Mowafaqa, Bernard Coyault, au pasteur Antoine Nouis, au pasteur et théologien Philippe Kabongo M'Baya ; mais aussi à Joann Charass et Claire-Lise Lombard, venues soutenir notre bibliothèque à travers la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone, ainsi qu'à Jacqueline Gascuel, conservateur des bibliothèques et figure marquante du secteur du livre en France... Tous ces échanges, outre les enseignements qui sont dispensés ou le soutien concret qui nous est apporté, nous encouragent beaucoup, et nous souhaitons qu'ils se poursuivent.



*Un des bâtiments de l'UPRECO équipé de panneaux photovoltaïques
– projet soutenu par le Défap © Défap*

Comment a été perçue votre intervention dans les paroisses de France où vous avez été invité ?

Simon Kabue Mbala : Que ce soit à la paroisse d'Aix-en-Provence, où j'ai été accueilli par le pasteur Gil Daudet et par un public qui devait avoisiner les 500 personnes, ou à la paroisse de l'Annonciation, que j'ai visitée plus récemment, j'ai été frappé par la manière dont ma présentation de l'UPRECO a été reçue par le public. Beaucoup ont manifesté la volonté d'aider. Ce qui les a le plus frappés, je crois, c'est tout ce qui tourne autour du statut de la femme. Autrefois exploitée, elle ne pouvait aller à l'école et devait se cantonner aux travaux domestiques ou des champs ; or dans notre université, nous encourageons l'éducation des jeunes femmes pour qu'elles puissent acquérir des responsabilités.

Cette question du statut de la femme est étroitement liée à celle de la pauvreté, avec l'idée qu'une amélioration du niveau d'étude féminin permettrait d'aider la population à améliorer son sort. Le Défap soutient d'ailleurs le financement de bourses pour un certain nombre de nos étudiantes. Les résultats sont déjà éloquentes : parmi les jeunes filles qui ont étudié à l'UPRECO, certaines travaillent aujourd'hui dans des écoles, des organismes publics, et leur travail y est apprécié. Certaines dirigent même des paroisses.

Quels sont les besoins actuels de votre université ?

Simon Kabue Mbala : Il y a des besoins matériels : équiper la bibliothèque, en matériel informatique comme en ouvrages récents, et former son personnel ; poursuivre l'installation de cellules photovoltaïques pour électrifier les bâtiments (les bâtiments administratifs ont été équipés avec le soutien du Défap) ; soutenir les enseignants qui n'ont pas de salaire... Mais au-delà, il nous faut penser à la relève. Nous avons besoin d'enseignants formés au niveau doctorat, qui puissent revenir enseigner chez nous. Pour l'instant, nous ne pouvons former nos étudiants que jusqu'au niveau master. Pour qu'ils aient un doctorat, la seule solution actuellement serait qu'ils aillent dans une autre université, par exemple à l'UPC, à Kinshasa (autre partenaire du Défap en RDC) ; et pour cela, il leur faudrait des bourses. Dans ce domaine aussi, qui est crucial pour l'avenir de l'UPRECO, les Églises de France peuvent nous aider.

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Courez pour le Défap

Vous êtes touché.e.s par la situation des personnes démunies et vulnérables ? Mettez-vous en mouvement lors de la première édition de Hope 360, le 19 octobre 2019 à Valence.



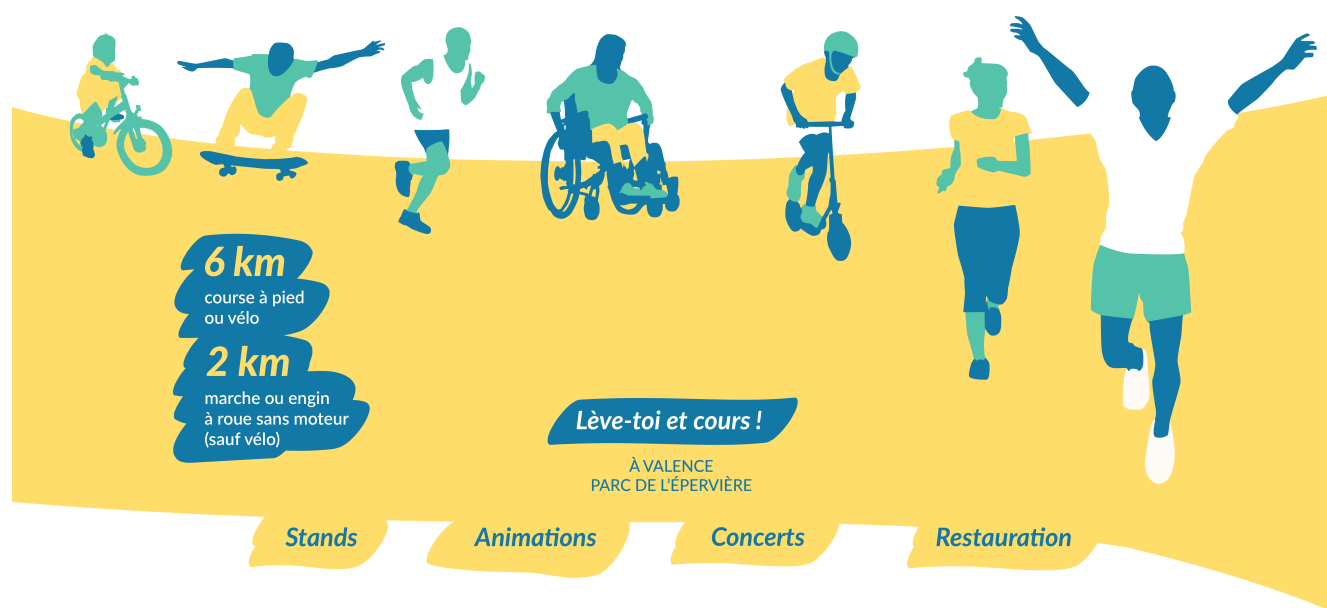
Le Défap, acteur de la solidarité internationale, a choisi de participer à cet événement et appelle à soutenir l'hôpital de Bafia, situé au centre du Cameroun, géré par l'Église protestante du Cameroun (EPC) et dirigé par le Dr Célin Nzambé. Ce projet est également porté par les Églises de la région de Valence et le Défap a d'ailleurs une envoyée qui travaille sur place. Comment participer ? En vous inscrivant [sur le site de Hope 360](#).

Les participants peuvent effectuer le parcours à pied, en courant ou en marchant, ou avec tout moyen de transport à roues ou roulettes : bicyclette, trottinette etc. Tout le

monde est invité à faire un don, en ligne ou sur place, car après le sport il y aura le réconfort : une petite fête où tout le monde pourra se retrouver. On peut donner sans courir, et soutenir un coureur pour un projet !

L'événement, plus ludique qu'athlétique, est conçu pour tout public, sportif ou pas. Enfant, adolescent, adulte, acharné du challenge ou adepte de la promenade tranquille, seul ou en équipe, peut participer sous les couleurs de l'association de son choix. Cinq parcours au bord du Rhône, non chronométrés et non classés, sont proposés, pour que chacun avance à son rythme.

Tünde Lamboley



Programme

- **09h00-10h00** – Accueil, animations, échauffements et des animations pour les enfants (maquillage, jeux...)
- **10h00- 13h00** – Épreuves
 - 10h00 – 1,7 km marche
 - 10h30 – 3,4 km sur engin à roue(s) sans moteur sauf vélo
 - 11h15 – 6,8 km course à pieds
 - 12h00 – 6,8 km sur vélo

- **13h00 – 13h30** – Remise des prix
- **13h30 – 15h00** – Concerts, animations et petite restauration

Un parcours sur un anneau de 100 mètres est réservé aux courses sur roues pour les moins de 10 ans.

Une petite restauration sera disponible tout au long de la journée.

Les tarifs d'inscription ont été conçus pour accueillir un maximum de participants aux deux courses.

- Hopeur seul : 9 €
- Famille jusqu'à 6 Hopeurs : 20 €
- Équipe à partir de 10 Hopeurs : 6 € / hopeur

N'oublions pas les chrétiens d'Orient !

L'audition ce mercredi au Sénat du ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, sur la situation des chrétiens d'Orient et des minorités au Moyen-Orient, intervient deux mois après la remise, le 3 janvier à l'Élysée, d'un rapport commandé par Emmanuel Macron sur ce même thème. Un signe de plus d'une volonté de s'engager en faveur des chrétiens d'Orient. Depuis longtemps, des organismes entretiennent des liens entre communautés chrétiennes en France et en Égypte, en Syrie, au Liban... C'est notamment le cas de l'Action Chrétienne en Orient,

proche partenaire du Défap.



Photo d'ouverture : cette fillette fait partie d'une famille chrétienne qui a dû fuir la Syrie vers le Liban – octobre 2015
© Albert Huber, président d'ACO

Ce mercredi 6 mars 2019, à partir de 17h30, les sénateurs de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées entendent Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, sur la situation des chrétiens d'Orient et des minorités au Moyen-Orient, en commun avec le groupe de liaison, de réflexion, de vigilance et de solidarité avec les chrétiens, les minorités au Moyen-Orient et les Kurdes. Un signe de plus d'une volonté politique affichée de venir en aide aux chrétiens d'Orient... Cette audition intervient deux mois après la remise, le 3 janvier à l'Élysée, d'un rapport commandé par Emmanuel Macron. L'objectif assigné par le chef de l'État était clair : «Renforcer l'action de la France dans la protection du patrimoine du Moyen-Orient et le soutien au réseau éducatif des communautés chrétiennes de la région.» L'auteur de ce rapport, Charles Personnaz, magistrat à la Cour des comptes, indiquait alors au cours d'un entretien sa conviction que si les populations chrétiennes devaient disparaître de ces

régions du monde, «le Moyen-Orient se retrouverait sans doute dans des situations de conflit pires qu'aujourd'hui.»

À plusieurs reprises avant cela, le chef de l'État avait déjà insisté sur la vocation protectrice de la France à l'égard des chrétiens d'Orient. À l'Institut du monde arabe, il déclarait ainsi le 25 septembre 2017 : «Je veux dire aux chrétiens d'Orient que la France est à leurs côtés, que notre priorité sera bien la défense de leur histoire.» Et aux Bernardins, le 9 avril 2018 : «Nous avons hérité historiquement du devoir de les protéger.»

«Les chrétiens d'Orient, facteurs de dialogue et de paix»

Pour aller plus loin :

•

- [Le site de l'Action Chrétienne en Orient](#)
- [L'Action Chrétienne en Orient : ne pas oublier les minorités](#)
- [Chrétiens d'Orient : deux mille ans d'histoire](#)

Chaque année, l'ACO publie un magazine, *Le Levant*, dont vous pouvez découvrir les derniers numéros ici :

- [Chrétiens d'Égypte \(2018\)](#)
- [500 ans de Réforme en Orient \(2017\)](#)
- [Les chrétiens dans le chaos de la Syrie \(2016\)](#)
- [Arménie : un siècle après le Génocide \(2015\)](#)
- [Éducation: un enjeu pour les chrétiens d'Orient \(2014\)](#)
- [Migrants d'Orient \(2013\)](#)

Le conflit syrien et, plus encore, l'apparition de Daech ont poussé beaucoup de Français, chrétiens ou non, à une prise de conscience à partir de l'année 2014 du sort des chrétiens d'Orient. En témoigne le succès de l'exposition *Chrétiens d'Orient : deux mille ans d'histoire* organisée à Paris par l'Institut du monde arabe, avec près de deux cent mille visiteurs. Bien sûr, il existe déjà des liens entre communautés chrétiennes entre l'Europe et le Moyen-Orient : la plus importante étant, côté catholique, l'Œuvre d'Orient, qui était d'ailleurs partenaire de l'exposition à l'Institut du monde arabe. Il existe aussi des relations côté protestant : l'ACO (Action Chrétienne en Orient), partenaire direct du Défap, en est le meilleur exemple.

L'ACO a été créée en 1922 par le pasteur Paul Berron. Témoin direct du génocide arménien au XXème siècle et du calvaire des survivants, il a vécu au Moyen-Orient entre 1915 et 1918. Aujourd'hui, en Égypte, en Syrie, au Liban mais aussi en Europe, l'ACO travaille au développement et au renforcement des communautés chrétiennes, ainsi qu'au défi que représente la cohabitation entre chrétiens et musulmans. L'ACO apporte un soutien financier, parfois en envoyant des personnes, organise des rencontres, fait un travail d'information. L'ACO collabore de manière quasi quotidienne avec le Défap, notamment pour l'envoi des volontaires en Égypte, au Liban... Depuis l'origine, elle a pour directeurs des pasteurs de l'UEPAL, Église membre du Défap qui lui apporte un soutien déterminant. L'EPUDF reconnaît aussi l'action de l'ACO, et la Fédération Protestante la considère comme son «expert» pour le Moyen Orient.

Présents depuis l'origine du christianisme, les chrétiens d'Orient ont été souvent victimes de discriminations et de violences, mais ils représentent encore aujourd'hui des communautés vivantes et dont la présence aide au vivre ensemble. Comme le soulignait le 13 mars 2018, dans une question au gouvernement, Gwendal Rouillard, député LREM du

Morbihan et co-président à l'Assemblée du groupe d'études sur les chrétiens d'Orient, ces derniers «représentent hier comme aujourd'hui un facteur de dialogue et de paix. Par exemple, je rappelle qu'au Liban, il existe des villages chrétiens/sunnites et chrétiens/chiites mais qu'il n'existe aucun village sunnites/chiites. Pour nous, les chrétiens doivent continuer à jouer ce rôle de médiateur au nom de la diversité culturelle.» Or au début du XXème siècle, au Moyen-Orient, un habitant sur quatre était chrétien ; ils ne sont plus désormais que 11 millions parmi 320 millions de musulmans (soit un sur 30), partout minoritaires et contraints de chercher la protection des pouvoirs en place pour continuer à exister.

Nouvelles d'Haïti en pleine «Operation Lockdown»

Le pays est paralysé depuis le 7 février par une série de manifestations et de barrages : un mouvement, baptisé «Operation Lockdown Haïti», qui vise à contraindre le président Jovenel Moïse à la démission. En ce 20 février, la tension commence à peine à décroître et les habitants à ressortir de chez eux. Conséquences directes de cette crise : un blocage de toute l'activité économique et une aggravation des pénuries, qui n'épargnent ni les hôpitaux, ni les écoles. Le Défap, en lien notamment avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation.



Une rue de Port-au-Prince, septembre 2015 @ Défap

À Port-au-Prince, en ce 20 février, beaucoup d'habitants vivent encore cloîtrés à leur domicile. Se déplacer est difficile : les grands axes sont bloqués par des barrages. Depuis le 7 février, et le lancement de «l'Operation Lockdown Haiti» par des manifestants qui réclament la démission du président Jovenel Moïse, tout le pays tourne au ralenti. Même si les manifestations violentes des derniers jours marquent une accalmie dans la capitale haïtienne, les problèmes récurrents d'approvisionnement rendent le quotidien de plus en plus pesant. Des pénuries de carburant, d'eau, d'électricité... auxquelles s'ajoutent l'inflation qui fait grimper en flèche le prix des denrées de base : il y a quelques mois, un dollar américain équivalait à environ 71 gourdes (la monnaie haïtienne). Maintenant, c'est plutôt 85. Conséquence directe : un paquet de riz qui valait 35 gourdes se vend désormais à 60. Beaucoup d'Haïtiens ne peuvent tout simplement plus se

nourrir.

Dans un rapport en date du 17 février, le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) dresse le bilan suivant : «Les blocages des routes, les manifestations et les dommages à certaines infrastructures, mairies, stations services, banques et marchés (le marché de la Croix-des-Bossales à Port-au-Prince a brûlé) ont entraîné l'arrêt partiel ou total des activités économiques (...) et impactent sérieusement le fonctionnement des services publics comme les hôpitaux, les maisons d'enfants, les prisons (...) Les écoles du pays ont été totalement fermées depuis le début de la crise (...) Plusieurs hôpitaux ont alerté l'opinion publique sur leurs difficultés d'approvisionnement (...) et certaines prisons font face à des ruptures de stocks de nourriture ou d'eau, de même que des maisons d'enfants.»

Appels à l'apaisement

Pour aller plus loin :

- [*L'actualité du Défap en Haïti*](#)
- [*Haïti : les raisons de la crise*](#)
- [*PLATEFORME HAÏTI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France*](#)

Le Défap, en lien notamment avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation. La Mission Biblique souligne ainsi l'étendue des troubles qui, au-delà de la capitale Port-au-Prince, paralysent les principales villes du pays : «Dans le Nord à Port-de-Paix [région déjà touchée par un séisme le 6 octobre], et Béraca (La Pointe des Palmistes) il n'y a plus de connexion internet depuis plus d'une semaine, les liaisons téléphoniques sont aussi difficiles et le manque de carburant pénalise fortement l'alimentation électrique avec les groupes électrogènes pour l'hôpital Béraca.»

Parmi les partenaires du Défap membres de la Plateforme Haïti, la FEPH (la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti) alerte tout particulièrement sur l'impact de ces troubles sur la scolarité des enfants. «Tous ces évènements, indépendants de la volonté de nos enfants», souligne la FEPH dans un communiqué, «entraînent de graves conséquences dans leur éducation et leur adaptation sociale. Alors que, l'éducation en situation d'urgence, de crise ou de post-crise, est envisagée à la fois comme un « outil de protection des enfants contre toute forme d'exploitations » et un dispositif essentiel pour « répondre aux besoins psycho-sociaux des enfants et véhiculer des messages de paix et de réconciliation », la FEPH lance un vibrant appel aux protagonistes afin de permettre aux enfants de reprendre effectivement le chemin de l'école dans les plus brefs délais.» Elle appelle à «créer un environnement respectueux des droits de l'enfant.»

En ce 20 février, la FEPH a toutefois pu reprendre ses activités et son personnel est en poste. France Volontaires souligne pour sa part que «de plus en plus de voix se font entendre au niveau de la société civile haïtienne pour appeler à l'apaisement», en notant «depuis lundi 18 février, une relative accalmie au niveau des manifestations ainsi qu'une reprise timide des activités sur Port-au-Prince.»

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

Haïti : les raisons de la crise

Mouvement de protestation contre la corruption, mais aussi inflation, pénuries d'essence, d'électricité, et

difficultés pour s'approvisionner en denrées de base : telles sont les conditions dans lesquelles se développe la crise actuelle que connaît Haïti.



Pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental et parmi les plus exposés aux aléas climatiques, Haïti connaît depuis longtemps des difficultés pour nourrir ses habitants. Selon la Banque mondiale, 59% de la population haïtienne vit sous le seuil de pauvreté (avec moins de 2,41 dollars par jour) et près d'un Haïtien sur quatre connaît l'extrême pauvreté (moins de 1,23 dollar par jour). Seulement un quart de la population a accès à l'électricité. Le taux de chômage officiel du pays – 30% – est fortement en-deçà de la réalité. En décembre 2018, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies estimait «qu'entre mars et juin 2019, 2,6 millions de personnes seraient en situation de grande insécurité alimentaire, dont 571 000 en urgence alimentaire». Une situation incertaine qu'aggrave encore la crise politique et économique en cours. Le pays connaît en effet une vague de protestation contre le gouvernement, accusé de corruption.

Tout est parti d'un rapport publié en 2017 par le Sénat haïtien, qui accusait des dizaines de responsables gouvernementaux et de chefs d'entreprises privées de détournements durant de nombreuses années, pour un total de 2 milliards de dollars, au détriment de Petrocaribe – un

programme d'aide auquel participent plusieurs pays des Caraïbes dont Haïti, et qui leur permet de s'approvisionner en pétrole venu du Venezuela et vendu à prix réduit. Les fonds disparus auraient dû aller au développement des infrastructures et à la santé, à l'éducation et aux programmes sociaux.

De la hausse du carburant aux manifestations contre la corruption

Pour aller plus loin :

- [L'actualité du Défap en Haïti](#)
- [PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France](#)

Les manifestations lancées en protestation contre une hausse de 40% du prix du carburant en juillet 2018 ont marqué le début des troubles actuels. Puis, le 14 août, le cinéaste et écrivain haïtien Gilbert Mirambeau Jr. a publié une photo de lui-même sur les réseaux sociaux, brandissant une pancarte demandant où étaient allés les fonds PetroCaribe, hashtag #PetroCaribeChallenge. Le tweet est rapidement devenu viral, inspirant à la fois la jeunesse haïtienne et la diaspora haïtienne. Des bannières noires ont commencé à être érigées au-dessus des rues de la capitale, Port-au-Prince, demandant «Kot Kòb Petwo Karibe a?» («Où est l'argent PetroCaribe?»)

Le mouvement de protestation a débuté pacifiquement, attirant un nombre croissant de manifestants qui appelaient le gouvernement à une gestion plus responsable, puis poussant des personnalités politiques d'opposition à s'y impliquer à leur tour. Les premiers affrontements ont eu lieu en octobre et novembre. La colère suscitée par la corruption, mais aussi par une inflation dépassant les 15%, des pénuries d'essence et l'échec des promesses gouvernementales d'introduire de l'électricité 24h/24 et de stimuler la production agricole, a

atteint un paroxysme le 7 février. L'opposition a alors lancé une série de manifestations baptisées «Opération Lockdown Haiti». Certains manifestants ont incendié des voitures et pillé alors que la situation en matière de sécurité se détériorait. Au moins neuf personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées au cours de manifestations qui ont duré dix jours et qui ont vu 78 détenus s'échapper d'une prison à Aquin, une ville du sud d'Haïti. Les violences et nombreuses barricades bloquant les axes majeurs de circulation ont paralysé l'activité économique ces dix derniers jours dans la capitale.

Le président Jovenel Moïse n'a pris la parole devant la nation que le jeudi 14 février, une semaine après le début des manifestations. Au cours d'une allocution télévisée, il a appelé le pays à le soutenir, affirmant qu'il ne démissionnerait pas sous la pression de gangs armés. Les manifestations se sont poursuivies après son discours, mais les rues sont plus calmes depuis dimanche, même si la situation reste très incertaine.

Les deux Centrafrique

Dans ce pays, le Défap est en lien avec deux Églises : l'EPCR (Église Protestante Christ-Roi), membre de la Cevaa, à Bangui, et l'EELRCA (Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine), qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et instable. Entre ces deux lieux, la capitale et la province, d'énormes disparités, à commencer par les

conditions de circulation et la sécurité. Le point avec cet article de Valérie Thorin (responsable du suivi de la Centrafrique au Défap) publié dans la Lettre du Défap de février 2019.



*Rencontre des partenaires internationaux de l'EELRCA –
29-30 octobre 2018 © Valérie Thorin pour Défap*

Il y a deux Centrafrique. Celle de la capitale, Bangui, donne l'impression que les institutions fonctionnent, que la sécurité est assurée et que la paix est revenue.

L'activité urbaine témoigne d'une certaine reprise économique, perçue par le biais des services (banques, commerces, hôtellerie, restauration) et des télécommunications (le sacro-saint portable...). Les usines de transformation tournent à plein régime : boissons, sucre, cigarettes même si l'agriculture reste malgré tout le principal contributeur au PIB (pour 43% en 2017) avec le café, le coton, le palmier à huile et le bois.

La RCA engrange donc des recettes fiscales liées à toutes ces activités économiques (9,1% du PIB en 2017) mais elles restent en deçà des dépenses (14,9% du PIB),

ce qui signifie une forte dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure (FMI, Banque mondiale, Banque africaine de développement, Union européenne et France).

La seconde...

Pour aller plus loin :

- [Retrouvez cet article dans la Lettre du Défap n°19, février 2019](#)
- [RCA : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Centrafrique : «À Bouar, des déplacés musulmans reviennent»](#)
 - [Centrafrique : guérir du traumatisme](#)
 - [Centrafrique : «La crise a développé le dialogue interreligieux»](#)
 - [Centrafrique : l'EELRCA, un espace de réconciliation au cœur du conflit \(rapport de 2014\)](#)
- [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)

La «seconde Centrafrique» est celle de la province. Près de 80% du pays – du centre à l'est – est aux mains des bandes armées, dirigées par des chefs de guerre se comportant comme de petits proconsuls, tout-puissants et violents. L'ouest est plus tranquille. Certes, il y a toujours des voyous qui jouent les coupeurs de routes, mais ils se satisfont en général de quelques francs CFA. À Bouar, ville où est installée l'administration de l'Église évangélique luthérienne de Centrafrique (EELRCA), les Casques bleus des Nations

unies font office de gendarmerie, un blindé posté au carrefour principal en guise de dissuasion.

Et presque rien ne fonctionne : quasi-absence de réseau téléphonique, pas ou très peu d'eau courante, pas d'électricité hormis lorsque les groupes électrogènes sont en marche, quelques heures à la nuit tombée parce que le carburant doit être utilisé avec parcimonie. Les pistes sont dans un état lamentable, défoncées, inondées et les routes dites goudronnées sont souvent effondrées ; il n'y a pas d'écoles publiques sauf dans les villes et très peu d'hôpitaux. D'où l'importance du réseau que l'EELRCA a réussi à mettre en place en ce qui concerne l'éducation et la santé.

La région est grosse productrice d'or et de diamants alluvionnaires (les fameux diamants de Centrafrique...) et la forêt pluviale permet l'exploitation des bois précieux. Les trafics sont intenses. Il est fréquent de croiser des camions grumiers le soir et la nuit, alors qu'ils devraient avoir quitté les pistes à 16h30 (la nuit tombe vers 17h). Les diamants peuvent être « pêchés » par tout un chacun et les collecteurs, qui ont pignon sur rue dans la moindre bourgade, font des bénéfices de l'ordre de 1 pour 10 000...

À Carnot, préfecture et plaque tournante du commerce des pierres, certaines maisons ressemblent à des palais des mille-et-une nuits. Mais pour un sultan, 10 000 pauvres bougres se tuent au travail.

Valérie Thorin, envoyée spéciale



L'école de théologie de l'EELRCA à Baboua, l'un des projets soutenus par le Défap – 29-30 octobre 2018 © Valérie Thorin pour Défap

«Les envoyé-e-s sont une banque de données de l'interculturalité»

Partir comme envoyé-e, laisser sa vie et ses habitudes derrière soi pour aller à la découverte de l'autre, d'un autre pays, d'une autre histoire, d'une autre culture, c'est une aventure qui change une vie. La «session retour» commune

organisée par DM-échange et mission, la Cevaa et le Défap a permis de voir les traits communs dans les parcours de celles et ceux qui sont parti-e-s grâce à ces trois organismes. Rencontres avec trois de ces envoyé-e-s : Jérémie Vercier, parti avec le Défap ; Rija Rabemananjara, envoyé Cevaa ; et Agnès Thuégaz, envoyée de DM-échange et mission.



Photo de groupe de la session retour commune © DM-échange et mission

«J'avais envie de me mettre au service de l'autre»



*Jérémie Vercier © DM-
échange et mission*

Défap Jérémie Vercier

C'est à 21 ans que Jérémie Vercier a posé les pieds à Madagascar dans le cadre d'un service civique de dix mois. «J'avais envie de me mettre au service de l'autre. J'avais fini ma formation, le Défap proposait un an de travail à Madagascar et c'était dans mes compétences.» Au Centre accueil des enfants orphelins et démunis Akanisoa, à Antsirabe, qui compte une vingtaine d'enfants âgés de 7 à 17 ans, Jérémie s'attendait à faire de l'animation. «Je suis électricien et j'ai pas mal animé de camps et groupes d'enfants.» Mais comme Akanisoa a besoin d'un instituteur pour ses petites classes, CP et CE1, le jeune homme se met à la tâche. Avec plaisir. «J'ai reçu

une famille là-bas. Pour les plus âgés, j'étais le grand frère et pour les petits, j'étais le papa», raconte-t-il avec émotion. «Le jour de la Fête des pères, tous les enfants m'ont apporté un cadeau. J'ai craqué, c'était fort !» Installé dans cet orphelinat luthérien, Jérémie a rejoint une communauté francophone pour vivre sa foi. «D'abord, il y avait la barrière de la langue. Ensuite, le culte me semblait trop différent de ce à quoi j'étais habitué. Ça n'allait pas le faire.»

Durant cette expérience positive et enrichissante, Jérémie est heureux. «J'étais convaincu d'être à ma place. Je n'allais pas tout révolutionner, non. Mais j'ai fait ce que je pouvais faire.» Après dix mois, Jérémie remet le cap sur le sud de la France où vit sa famille. «Le retour a été compliqué. La France ne s'était pas arrêtée de tourner pendant un an. Je me suis confronté au fait que je n'avais plus ma place.» Au sein même de l'Église où il s'attendait à pouvoir raconter son vécu, Jérémie ne reçoit pas l'accueil escompté. «J'ai donné mon témoignage une seule fois ! J'étais parti, tout le monde était au courant, mais j'ai fini par me demander ce que les gens en avaient à faire...» Sa place retrouvée, Jérémie, 25 ans, qui vit aujourd'hui à Pontarlier, s'implique dans un groupe de jeunes. En été 2019, ce dernier devrait prendre le chemin de la Thaïlande pour travailler au sein d'un orphelinat. «Le Défap nous soutient grâce à un séminaire d'aide à la préparation au départ», précise le jeune homme.

«Contribuer au changement»



*Rija Rabemananjara © DM-
échange et mission*

Cevaa Rija Rabemananjara

C'est suite à la venue d'un groupe italien à Madagascar, en 1992, que Rija a eu la première opportunité de partir en Europe. Avec la Cevaa, l'envoi s'est déroulé en Sicile de 1996 à 1999. Le 2e envoi, de 2010 à 2016, s'est mis en place via la Cevaa au Bénin où Rija, agronome, a travaillé en qualité de conseiller formateur en gestion de projets au sein de l'EPMB

(Église protestante Méthodiste du Bénin). «Le processus de préparation a été extrêmement important, se souvient-il. Les relations avec la Cevaa et l'EPMB par mail et téléphone m'ont mis progressivement dans le bain. Pour savoir avec qui j'allais travailler et ce qui se passait sur le terrain.» A leur arrivée au Bénin, Rija et son épouse se sentent rapidement à leur place. «On a été bien reçus et encadrés pour s'insérer dans le tissu social.» C'est nettement moins évident pour leur fils alors âgé de 9 ans qui a de la peine à trouver ses marques. «A l'école, il était traité de «petit blanc». Il a été malmené quand le sujet de l'esclavage a été abordé et a eu de vrais moments de déprime.» Avec le soutien de l'EPMB, Rija et sa famille déménagent à Cotonou où se trouve une communauté malgache. «C'était ce qu'il fallait faire : à partir de là, ça c'est bien passé.»

En plus d'un enrichissement en termes de compétences et d'expériences professionnelles, Rija et sa famille ont vécu une expérience humaine personnelle qu'ils considèrent tous trois comme «un trésor». Vivre six ans dans un pays d'Afrique de l'Ouest leur a permis de dépasser les clichés. «Certains Malgaches cultivent un sentiment de supériorité par rapport aux Africains et aiment affirmer qu'ils sont, eux, Asiatiques.» Au Bénin, Rija a constaté que pas mal de choses fonctionnent mieux au Bénin qu'à Madagascar. «Chez nous, on ne se presse pas trop, c'est le moramora. Au Bénin, tout le monde court partout !»

Au final, le Malgache a aimé ce temps d'envoi où il s'est senti là pour «apporter ce que je pouvais

apporter et contribuer au changement.» Mais pour lui aussi, le retour a été ardu. «Lors du retour de nos deux envois, en Italie et au Bénin, j'ai été déçu. J'avais l'impression que mon Église FJKM avait oublié que j'ai été envoyé dans le cadre d'un partage de ressources entre églises membres de la Cevaa. Personne ne m'a demandé comment c'était...» Désormais installé dans la Grande Île, Rija garde des liens forts avec la Sicile, l'EPMB et la communauté malgache de Cotonou. Et il travaille pour la FJKM où il coordonne les interventions de DM-échange et mission à Madagascar.

«Une aventure de six ans»



*Agnès Thuégaz © DM-échange
et mission*

DM-échange et mission

Agnès Thuégaz

«Dix-huit mois pour se préparer, trois ans sur place et dix-huit mois pour se sentir de retour : c'est une aventure de six ans !» Voici comment Agnès Thuégaz, une Valaisanne envoyée avec son mari Patrick et leurs trois enfants au Cameroun, résume son envoi. Avant d'entrer dans les détails. «Avant notre départ ma vision de la mission était forcément située, conditionnée par mon point de vue d'occidentale. Pendant les trois ans à Bafoussam, je me suis souvent questionnée sur mon rôle d'envoyée de DM-échange et mission. De quoi étais-je porteuse ? Ou complice ? J'ai réalisé qu'une relecture des relations liées à la colonisation était nécessaire, autant au Nord qu'au Sud.» De retour en Suisse, Agnès achève sa formation de pasteure et réalise aujourd'hui que son envoi est «métabolisé», comme elle dit. «Il fait partie de moi, de ma vie. La mission, je n'ai pas envie de la dire, mais de la vivre. Etre prête à la vivre avec quiconque au Sud comme au Nord à la lumière de l'Évangile dans une relation basée sur le respect et la confiance.»

A son retour et à de multiples reprises, la famille au complet a raconté, expliqué et témoigné de son vécu camerounais. «Les enfants ont mis et remis leurs pagnes, mais là ça fait partie de nous. Quand l'un de nous en a envie, on se fait une soirée camerounaise et on parle !» Consciente que chacune et chacun a vécu les choses différemment, elle apprécie de s'être laissée

travailler par l'équilibre du donner et du recevoir. «Par moments, on a presque trop donné. Et à d'autres moments, on a tellement reçu.» Des dons et des échanges que la famille Thuégaz vit encore grâce aux forts liens d'amitié tissés sur place.

Sylviane Pittet
DM-échange et mission

Partir, revenir... et après ?

Durant le premier week-end de décembre, neuf envoyé-e-s de retour évoquaient leurs attentes avant, pendant et après leur travail auprès d'un partenaire de la Cevaa, du Défap et de DM-échange et mission. Compte-rendu d'une session retour avec des participant-e-s français et suisses mais également togolais, malgache et rwandais. Une première.



Photo de groupe de la session retour commune © DM-échange et mission

Comment valoriser l'envoi de personnes ? Dans quelles conditions vivent-elles leur mission ? Quelles sont les difficultés du retour ? Ces questions, et bien d'autres, la dizaine d'envoyé-e-s de retour réunie à Longirod le temps d'un week-end, les a évoquées. En mettant l'accent sur trois domaines précis – professionnel, personnel et spirituel. Pour quelques participant-e-s, plusieurs années s'étaient écoulées depuis leur envoi. Plusieurs pensaient à repartir et certaine-e-s, comme Marie-Bénédicte Loze, envoyée Défap en Haïti de 2014 à 2016, ne se sentaient pas forcément «en mission». «J'étais envoyée par l'Église mais pour moi, c'était clairement professionnel. Mon poste dans la gestion de projet au sein de la Fédération des écoles protestantes était défini dans ce sens.» Même son de cloche du côté de Caroline Daval, envoyée en service civique en qualité de médiamaticienne au Togo durant deux ans avec le Défap. «Je n'ai jamais eu l'impression d'être en mission. Je n'ai rien apporté,

j'ai tout reçu.»

D'un point de vue personnel et spirituel, André Paley, envoyé Cevaa au Cameroun entre 2014 et 2016, a vécu des temps compliqués. «Physiquement, c'était très dur, j'ai été malade à plusieurs reprises. Ensuite, la corruption qui touche tous les secteurs au Cameroun a été difficile à vivre.» C'est d'un point de vue professionnel qu'André s'est «éclaté.» «En gérant un centre hôtelier à Douala, marché très prometteur, j'ai eu la chance de diriger une équipe d'une vingtaine de personnes, de construire des projets ensemble. Et ça marchait, on dégageait des salaires !»

«Je ne voyais pas où était le problème...»

Pour aller plus loin :

- [Session retour du Défap : l'heure du bilan](#)
- [Comment préparer «l'après-mission»](#)
 - [Session retour 2018 : prévoir l'atterrissage](#)
- [Session retour 2018 : les images de la première journée](#)
- [Session retour 2018 : les images de la dernière journée](#)
- [Chloé, envoyée au Bénin : «On apprend aux autres, et on apprend des autres»](#)
 - [Envoyés : en route pour la session retour !](#)
- [Madagascar : «Un projet de couple, mûri à deux»](#)
- [Le site de l'Agence du Service Civique](#)
- [Présentation du Défap par quelques-uns de nos partenaires : France Volontaires...](#)
- [... et Coordination Sud, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale.](#)

Également envoyé par la Cevaa, c'est au Maroc que Daniel Dushimimana a travaillé de 2013 à 2017. Pasteur de la paroisse de Rabat, il gère également l'aumônerie des étudiant-e-s en théologie de l'Institut Al Mowafaqa. «C'était un temps de découverte interculturelle, d'ouverture au monde de la mission et de croissance familiale. Un temps de recul, un nouveau regard sur la mission de l'Église dans ce temps de mondialisation,» dit-il. Durant ces quatre ans, Daniel a tissé de forts liens familiaux et développé des compétences en travaillant avec une quarantaine de nationalités différentes. D'ailleurs, son expérience marocaine porte ses fruits au Rwanda : «Je vais participer à un projet de développement de plaidoyer et de suivi des personnes migrantes dans deux camps de réfugiés burundais et congolais dans l'est du pays.»

Avant son départ pour la Grande Ile, Gaël Forestier, civiliste envoyé par DM-échange et mission, souriait en entendant parler des difficultés qu'il pourrait vivre au retour. «Je ne voyais pas où était le problème, j'allais rentrer et retrouver ma place.» Ce n'est pas exactement comme cela que ça s'est passé. «J'ai eu pourtant sept semaines de vacances et repris une classe, à Yverdon, avec laquelle j'avais correspondu depuis Madagascar, mais ça n'allait pas du tout.» Après trois semaines d'école à la Suisse – où il se met hors de lui quand les élèves se plaignent de griffures sur le pupitre...–, le jeune enseignant songe sérieusement à changer de métier. «J'ai tenu bon, et là, ça va mieux !»

Au final, plusieurs envoyé-e-s présent-e-s lors de ce

week-end ont trouvé leur retour compliqué (lire les témoignages de Rija et de Jérémie ci-après). Ce qui fait réfléchir Espoir Adadzi, envoyé Cevaa à Genève depuis deux ans. «Je vais me préparer à cela, même si c'est un peu tôt, souligne-t-il. Je vais également faire attention à l'intégration de ma famille et à ce que vivent mes enfants.» Des échanges d'expériences utiles et constructifs.

Sylviane Pittet
DM-échange et mission

Migration avec dignité

La Journée internationale des migrants, en ce 18 décembre, est l'occasion de dissiper les préjugés et de sensibiliser l'opinion à leurs contributions dans les domaines économique, culturel et social, au profit tant de leur pays d'origine que de leur pays de destination.



En 2018, près de 3400 migrants et réfugiés ont perdu la vie.

Traiter chaque migrant avec dignité est l'une des exigences fondamentales qui doit guider chacune de nos actions. La migration est le grand enjeu de notre époque mais elle représente également un moteur pour la dignité, car elle permet aux individus de choisir de participer plutôt que de s'isoler. Voilà pourquoi, en ce 18 décembre, journée internationale des migrants, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) lance la campagne #AvecDignité.

Pour aller plus loin :

- [«On n'empêche pas l'humanité de se mouvoir» : Geneviève Jacques, de la Cimade, invitée au Défap](#)
- [La Déclaration de New York](#)
 - [Le site de l'OIM](#)
- [Visiter le blog «Exilés l'accueil d'abord»](#)
 - [«Accueillons les exilés» : la page Facebook](#)
 - [En savoir plus sur la Journée internationale des migrants](#)

«Nous sommes aujourd'hui une espèce en mouvement, souligne le directeur général de l'OIM, António Vitorino ; des centaines de millions d'entre nous sont, au sens le plus large, des migrants. Il reste beaucoup à faire. Et apprendre. Mais la dignité vient en premier. Avant tout, la dignité de choisir. La migration est un facteur de dignité car elle permet aux personnes de choisir de se sauver, de se protéger, de s'éduquer ou de se libérer. (...) Nous devons honorer ces choix en les respectant. Nous les respectons en traitant ceux qui font de tels choix avec dignité.» Ériger des murs ne peut être une solution : le responsable explique que «la guerre, le changement climatique, la démographie et l'écart grandissant entre les nantis et les démunis contribuent à rendre plus importante la dépendance des hommes à la migration comme moyen d'assurer la sécurité et le bien-être des individus, des familles et des communautés».

L'Assemblée générale de l'ONU en 2016 a adopté des engagements essentiels visant à renforcer la protection de millions de personnes déplacées de force et qui se déplacent pour d'autres motifs dans le monde entier. Par ce texte, appelé la Déclaration de New York, les États Membres se sont engagés à :

- Protéger les droits des réfugiés et des migrants;
- Sauver des vies;
- Partager la responsabilité du soutien et de l'accueil de ces réfugiés et migrants;
- Entamer des négociations menant à une conférence internationale;
- Adopter en 2018 un pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière.

On compte 258 millions de migrants dans le monde soit 3,4 % de la population. Près de 40 millions sont des enfants et des étudiants. Ils se déplacent majoritairement en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, avec seulement un tiers vivant en Europe.

Retrouvez ci-dessous le message du directeur général de l'OIM, António Vitorino, à l'occasion du lancement de la campagne #AvecDignité le 18 décembre, journée internationale des migrants :

